

**CONVENTION DE PARTENARIAT****LES PARTIES AU CONTRAT**

Montélimar-Agglomération  
Communauté d'agglomération

Siège social : Maison des services publics  
1 avenue St Martin – 26200

SIRET : 20004045900014

Représentée par son Président, Monsieur Julien CORNILLET, dument habilité(e) à l'effet des présentes.

*Ci-après désignée « le Partenaire »*

**Le Partenaire est le Théâtre Communautaire  
Emile Loubet de Montélimar**

**RADIO FRANCE**

Société nationale de programme

Capital : 92 795 391 Euros

Siège social : 116 avenue du président Kennedy,  
75016 Paris

RCS de Paris n°326 094 471

Représentée par RAMPAL Jean-Christophe, directeur de France Bleu Drôme Ardèche, dument habilité(e) à l'effet des présentes.

*Ci-après désignée « Radio France »*

**Radio France** est une société nationale de programme qui a pour objet de concevoir et programmer des émissions de radiodiffusion sonores dont elle fait assurer la diffusion sur ses antennes et leurs déclinaisons numériques.

Conformément à l'article 48 de la loi du 30 septembre 1986, Radio France exerce une mission culturelle, éducative et sociale qui lui est assignée par la loi et définie au sein de son cahier des missions et des charges fixé par décret.

Radio France est notamment composée de sept chaînes nationales (France Inter, franceinfo, France Culture, France Bleu, France Musique, FIP et Mouva), ainsi que de quarante-quatre stations locales composant le réseau France Bleu.

*Ci-après désignées individuellement « la Partie » ou collectivement « les Parties »*

**CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## PARTIE 1 – CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 – L'OPERATION	
Objet de l'Opération	Le Partenaire organise une opération consistant en une saison théâtrale
Appellation de l'Opération	Saison 2023-2024
Dates de l'Opération	Du 10 octobre 2023 au 05 mai 2024
Lieu de l'opération	Théâtre communautaire Émile Loubet - Montélimar
Chaîne(s) de Radio France concernée(s)	Radio France diffuse notamment France Bleu Drôme Ardèche dont la vocation/mission est de participer à la vie locale, de soutenir la création musicale et la vie culturelle. Aussi, elle a souhaité s'associer à l'Opération au Partenaire en faisant de son activité.
Intérêt partagé des Parties à l'Opération	Compte tenu de leur vocation commune et de leur intérêt partagé autour de l'Opération, les Parties ont ainsi décidé de se rapprocher afin de formaliser les conditions de leur partenariat autour de l'Opération.  Chaque Partie assure avoir fourni à l'autre toute information susceptible d'être déterminante de son consentement.
ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DES PARTIES	
QUALITE DE PARTENAIRE OFFICIEL	
Le Partenaire confère à Radio France la qualité de partenaire radio officiel exclusif	Oui
Radio France est la seule radio à pouvoir capter et diffuser l'Opération	Sans Objet
DISPOSITIF INTERNET DANS LES CONDITIONS DE L'ARTICLE 2.1 DES CG	
Adresse du site internet du Partenaire concerné et réseaux sociaux concernés	
Adresse du site internet de Radio France et réseaux sociaux concernés	Facebook de FBDA, <a href="#">France Bleu Drôme Ardèche – Écouter la radio en direct, actualité locale, fréquence radio</a> , instagram francebleuda
Mentions particulières relatives au dispositif internet	France Bleu DA rendra compte de la saison sur ses différents supports numériques autant que de possible.
COMMUNICATION ANTENNE DANS LES CONDITIONS DE L'ARTICLE 2.2 DES CG	
Dispositif antenne de Radio France	Annonce de la programmation et annonces dans son agenda culturel. Interviews d'une sélection d'artistes, sous réserve de la disponibilité des artistes.
AUTRES DISPOSITIFS DE COMMUNICATION DANS LES CONDITIONS DE L'ARTICLE 2 DES CG	
Autres dispositifs de communication mis en œuvre	
SIGNALETIQUE DE RADIO FRANCE DETAILLEE A L'ARTICLE 2.3 DES CG	
Détails de la signalétique mise en place et coordonnées des	Banderoles et flammes Logo sur les affiches et le matériel de communication, fourniture de mobilier

interlocuteurs dédiés	pour l'accueil artistes	
MISE A DISPOSITION D'ESPACES DETAILLEE A L'ARTICLE 2.4 DES CG		
Partie en charge de la mise à disposition d'espaces	Sans objet	
ACCUEIL, SECURITE ET BILLETTERIE DANS LES CONDITIONS DE L'ARTICLE 2.5 DES CG		
Partie en charge de l'accueil, la sécurité et la billetterie	Sans objet	
ACCREDITATIONS PRECISEES A L'ARTICLE 2.6 DES CG		
Partie en charge des accréditations	Sans objet	
Nombre de personnes concernées	Sans objet	
JEUX CONCOURS DANS LES CONDITIONS DE L'ARTICLE 2.7 DES CG		
Jeu Concours organisé par	France Bleu et le théâtre de Montélimar	
Dates du jeu	À convenir entre les deux parties	
Lot(s)	4 places par représentation	
Remise du lot par	France Bleu Drôme Ardèche	
ARTICLE 3 – CONDITIONS FINANCIERES		
Montant global des apports fournis par chacune des Parties	Sans objet	
Montant à facturer	Sans objet	
Facturation séparée en cas de fabrication par Radio France des messages de communication	Sans objet	
Adresses et contacts de facturation	Pour le Partenaire : sans objet	Pour Radio France : sans objet
ARTICLE 4 – DUREE		
Date d'effet du contrat		
Date de fin maximale		
Possibilité de tacite prolongation	Non	
ANNEXES		
Les annexes à la présente convention en font partie intégrante et en sont indissociables.		

Fait à Valence,  
 Le 21/07/2023  
 en deux exemplaires originaux

Pour le Partenaire

Pour Radio France

## **PARTIE 2 – CONDITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration au présent partenariat entre les deux Parties et leurs engagements respectifs.

### **ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Dans le cas où les Parties se sont mises d'accord pour que le Partenaire confère à Radio France la qualité de partenaire radio officiel et exclusif de l'Opération, il s'agirait de l'une des conditions essentielles de ce partenariat, sans laquelle Radio France n'aurait pas contracté.

A ce titre, le Partenaire s'engage à associer systématiquement l'image de Radio France à l'Opération. Cette exclusivité se traduit par la présence de Radio France sur l'ensemble des supports de communication relatifs à l'Opération avec la mention de sa qualité de partenaire radio officiel et exclusif, aucune autre radio ne pouvant être associée à l'Opération sans l'accord préalable écrit de Radio France.

#### **2.1 Dispositif Internet**

Dans le cas où cela est prévu dans les conditions particulières, les Parties s'engagent à faire figurer sur leurs sites Internet :

- un lien hypertexte vers le site Internet de l'Opération et/ou de l'autre Partie ;
- la mention précisée au sein des Conditions Particulières et le logo de l'autre Partie en « homepage » et/ou sur la page dédiée à l'Opération.

Dans le cas où cela est prévu dans les conditions particulières, les Parties s'engagent à mettre en avant sur leurs pages officielles sur les réseaux sociaux et plateformes vidéo (Facebook, Twitter, Instagram, YouTube) :

- l'Opération et le présent partenariat dans ce cadre,
- la diffusion de l'Opération sur l'antenne de Radio France en précisant la date,
- la diffusion de l'Opération sur le site internet et/ou les réseaux sociaux de la chaîne de Radio France et du Partenaire.

#### **2.2 Communication à l'antenne de Radio France**

Dans le cas où cela est prévu dans les conditions particulières, Radio France peut mettre en place les dispositifs suivants :

- un dispositif antenne qui pourra comprendre des chroniques, des reportages, des messages d'autopromotion relayant la participation active de Radio France à l'Opération. Le dispositif des messages

et leur nombre apparaissent en annexe à la présente convention.

- Uniquement dans le cas où il s'agit d'un Evènement à caractère culturel ou sportif, des messages publicitaires donnant un large écho à l'Opération à laquelle Radio France associe son image, et s'inscrivant dans le champ de l'article 40 du cahier des missions et des charges de Radio France. Le dispositif des messages et leur nombre apparaissent en annexe à la présente convention.
- Des messages publicitaires hors article 40 du cahier des missions et des charges de Radio France, faisant l'objet d'un contrat séparé avec la régie publicitaire de Radio France

#### **2.2 bis Responsabilité éditoriale de Radio France**

Il est rappelé que Radio France assume seule la responsabilité éditoriale de ce qu'elle diffuse et décide à ce titre seule du contenu de ses programmes.

Le Partenaire se déclare ainsi parfaitement informé du fait que Radio France, en raison de sa qualité de média assurant des missions de service public, notamment en matière d'information, pourrait à tout moment modifier, y compris dans leur volume, voire annuler, les dispositifs « antenne » et les messages de communication, si un évènement d'importance majeure lié à l'actualité nationale ou internationale nécessitait une modification des grilles de programmes. Il en est de même des mises en avant sur les réseaux sociaux et les plateformes vidéo.

Aucune compensation financière ou d'une autre nature ne serait due par Radio France.

#### **2.3 Signalétique de Radio France**

La présence de Radio France sera assurée le jour de l'Opération par le biais d'une signalétique terrain spécifique, détaillée au sein des Conditions Particulières.

La mise en place de cette signalétique se fera en lien avec l'interlocuteur du Partenaire, identifié aux Conditions Particulières.

Le Partenaire s'engage à restituer l'intégralité dudit matériel (ex. : kakémonos) dans son état initial à Radio France, dans un délai maximum de 7 (sept) jours suivant la fin de l'Opération.

Dans l'hypothèse où le Partenaire ne parvenait pas à restituer l'intégralité du matériel dans le délai prévu ci-dessus et/ou restituait ledit matériel dans un état dégradé par rapport à son état initial, le Partenaire s'engage soit à rembourser les frais de remplacement ou de réparation dudit matériel, soit à remplacer lui-même le matériel auprès du fournisseur dont les coordonnées lui seront communiquées par Radio France à sa demande.

#### 2.4 Mise à disposition d'espaces pour l'Opération

La Partie désignée aux Conditions Particulières met à disposition les espaces nécessaires à la bonne tenue de l'Opération, en ce inclus les emplacements et moyens nécessaires à l'installation des appareils techniques de Radio France (studios, car régie, régie technique, loges, accès à un réseau WIFI ou fibre, etc.) et au bon déroulement de la captation de l'Opération et/ou des émissions décentralisées en public sur le lieu de l'Opération par la Partie en charge de la mise à disposition, dont elle s'est assurée la mise à disposition à ces fins.

Ces espaces sont mis à disposition en totale conformité avec les règles d'hygiène et de sécurité et en « ordre de marche » au sens de la réglementation en vigueur afin de permettre la réalisation en public de la captation de l'Opération et/ou la tenue des émissions décentralisées en public sur le lieu de l'Opération, en toute sécurité ainsi que leur diffusion sur les antennes de Radio France (antenne hertzienne et antennes numériques incluant web, applications et réseaux sociaux), le cas échéant.

Toutes facilités seront laissées aux collaborateurs des Parties pour accéder au lieu de l'Opération, y compris lors des répétitions, et procéder aux installations utiles à la bonne exécution de la captation de l'Opération et/ou des émissions décentralisées en public sur le lieu de l'Opération, et de leurs diffusions sur les antennes de Radio France (antenne hertzienne et antennes numériques incluant web, applications et réseaux sociaux), le cas échéant.

La Partie mettant des espaces à disposition prendra en charge l'ensemble des charges et frais de fonctionnement indispensables au bon fonctionnement des espaces et au bon déroulement de l'Opération, et notamment l'éclairage, la puissance électrique nécessaire à la tenue de l'Opération, le chauffage, le nettoyage, la connexion Internet avec un débit suffisant pour permettre le direct, etc.

Par ailleurs, chaque Partie pourra, si elle le souhaite, prendre des photographies et/ou réaliser des séquences filmées lors de l'Opération, sous réserve de l'accord préalable de l'autre Partie et des personnes concernées par ces prises de vue, s'il y a lieu. Chaque Partie fait son affaire de tout accord éventuellement nécessaire à cette fin, sans aucun frais supplémentaire.

#### 2.5 Accueil, sécurité et billetterie de l'Opération

La Partie désignée aux Conditions Particulières fait son affaire de l'accueil et de la sécurité du public, des invités, de l'éventuel plateau artistique de l'Opération, et des collaborateurs des Parties pour qui l'accès sera libre.

A ce titre, la Partie concernée s'assure de l'engagement du personnel d'accueil ainsi que du personnel de sécurité générale et de sécurité incendie nécessaire à la tenue de l'Opération dont elle s'assurera du nombre et de la qualité selon les règles applicables en la matière. Elle garantit l'autre Partie à ce titre contre tous recours et la tient quitte et indemne de tous frais (y compris honoraires d'avocat et indemnités transactionnelles) pouvant en découler. L'autre Partie s'engage à respecter les règles de sécurité et les prescriptions qui lui seront communiquées par la Partie concernée.

En cas d'installation particulière mise à disposition par le Partenaire (ex. : gradins, proscenium, chapiteau, etc.), celui-ci s'assure de leur conformité avec la réglementation en vigueur, notamment en les faisant vérifier par un organisme agréé de type SOCOTEC ou bureau Veritas préalablement à leur utilisation.

Il prend seul en charge les coûts liés à ces installations, et notamment ceux liés à leur montage et démontage.

La Partie désignée fait son affaire de la billetterie et veille au respect de la capacité d'accueil du lieu de l'Opération. A ce titre, la Partie en charge de la prestation est seule responsable des personnes accueillies à l'intérieur de ce lieu.

#### 2.6 Accréditations

Les accréditations des équipes présentes lors de l'Opération seront prises en charge par la Partie désignée aux Conditions Particulières.

Le nombre d'accréditations nécessaires est mentionné aux Conditions Particulières et la liste nominative sera envoyée par la Partie concernée à l'interlocuteur de l'autre Partie.

#### 2.7 Jeux concours

Le cas échéant, la Partie désignée aux Conditions Particulières organisera un jeu permettant de gagner un Lot défini au sein des Conditions Particulières, le Lot étant offert par le Partenaire.

A ce titre, le Partenaire garantit Radio France contre tout recours qui pourrait être intenté contre elle par tout tiers s'agissant du Lot qu'elle fournit.

L'article 2.7 des Conditions Particulières précise les modalités de remise du Lot, entre les deux options suivantes :

2.7.1 Dans le cas où le Partenaire remet lui-même le Lot au gagnant dont Radio France lui aura communiqué les coordonnées, Radio France reste étrangère à la relation entre le Partenaire et le gagnant.

A ce titre, le Partenaire garantit Radio France contre tout recours qui pourrait être intenté contre elle par tout tiers au titre des modalités de sa remise au gagnant. Le cas échéant, le Partenaire s'engage à intervenir volontairement à toute instance qui serait engagée contre Radio France et garantit celle-ci contre les condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre de ce fait ainsi que des frais qu'elle aura exposés à cette occasion.

Le Partenaire s'engage à n'utiliser les coordonnées du gagnant qu'aux fins de remise du Lot à ce dernier à l'exclusion de toute autre finalité (ex. : prospection commerciale, etc.) sauf accord préalable exprès du gagnant. Le Partenaire garantit Radio France contre tout recours ou contestation à ce titre.

2.7.2 Dans le cas où Radio France est en charge de remettre directement le Lot, qui lui aura été remis préalablement par le Partenaire, elle le fera dans les conditions précisées aux Conditions Particulières.

Le Partenaire s'engage à intervenir volontairement à toute instance qui serait engagée contre Radio France relative au lot et garantit celle-ci contre les condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre de ce fait ainsi que des frais qu'elle aura exposés à cette occasion.

### 2.8 Coopération renforcée

Sauf indication contraire aux Conditions Particulières, les Parties entendent compléter le dispositif d'ensemble réglant les différents aspects de leur coopération.

Pour ce faire, le Partenaire s'engage sur le principe à mettre en place une campagne publicitaire, par contrat séparé, avec la régie publicitaire de Radio France et selon les termes et conditions de cette dernière.

A ce titre, le Partenaire se déclare d'ores et déjà informé que Radio France se réserve la possibilité de refuser le contenu des messages proposés par le Partenaire en cas de contradiction avec son Cahier des Missions et des Charges et autres obligations réglementaires.

### **ARTICLE 3 - CONDITIONS D'UTILISATION DES MARQUES DES PARTIES**

Par accord exprès entre les Parties, l'Appellation spécifique de l'Opération déterminée à l'article 1 des Conditions Particulières et/ou le nom du Partenaire, sa marque ainsi que son logo pourront être associés et/ou utilisés avec les marques de Radio France pendant toute la durée de la présente convention et sur le territoire français.

En conséquence, Radio France concède au Partenaire, qui l'accepte, le droit d'utiliser les marques de Radio France, dans le respect intégral des normes et chartes graphiques communiquées par Radio France sur tous médias, dans le cadre de l'Opération.

A cet égard, Radio France déclare :

- détenir tous les droits de propriété et/ou d'exploitation des marques de Radio France ;
- garantir au Partenaire la jouissance paisible desdites marques dans l'exercice conforme des droits qui lui sont strictement concédés par la présente convention.

De la même manière, le Partenaire autorise gracieusement Radio France à reproduire et utiliser, pendant toute la durée de la présente convention et pour le monde entier, l'Appellation spécifique de l'Opération, la marque et/ou le nom du Partenaire ainsi que son logo dans le cadre de la communication interne ou externe relative à l'Opération. A cet égard, le Partenaire déclare :

- détenir tous les droits de propriété et/ou d'exploitation de l'Appellation spécifique de l'Opération, de la marque et/ou du nom du Partenaire ainsi que son logo qui pourraient être utilisés par Radio France lors de sa communication interne ou externe sur tous supports (internet notamment) relative à l'Opération, notamment dans le cadre des dispositifs « antenne » et messages de communication relayant sa participation à l'Opération ;
- garantir à Radio France la jouissance paisible de ladite marque, de son nom et de son logo dans l'exercice conforme des droits qui lui sont concédés par la présente convention et garantit à ce titre Radio France contre tout recours, action, réclamation de tiers au titre de ces utilisations, et tient Radio France quitte et indemne de tous frais (y compris honoraires d'avocat et indemnités transactionnelles) pouvant en découler.

Les Bons à tirer (BAT) des messages ou supports de communication relatifs à l'Opération qui reproduiraient la marque et/ou logo d'une des Parties devront, avant toute diffusion, être préalablement et impérativement communiqués à la Partie concernée, et faire l'objet de son accord exprès.

### **ARTICLE 4 - CONDITIONS FINANCIERES**

Le montant global des apports fournis par chacune des Parties est valorisé à hauteur du montant indiqué à l'article 3 des Conditions Particulières.

Afin de se conformer à la législation applicable en matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les Parties procéderont à une facturation réciproque correspondant au montant des



apports échangés auquel s'ajoutera le montant dû au titre de la TVA au taux en vigueur à la date de facturation.

Les Parties s'engagent à s'adresser respectivement, dans un délai maximum de 45 (quarante-cinq) jours après la tenue de l'Opération, une facture correspondant à ce montant.

Les Parties seront seules responsables de l'acquittement de la TVA au titre de l'échange objet des présentes, en procédant chacune en ce qui le concerne au paiement effectif des montants correspondants auprès de l'administration fiscale et, le cas échéant, d'autres impôts et taxes relatifs à l'exécution de la présente convention.

En cas d'écart entre les montants TTC, la différence fera obligatoirement l'objet d'un paiement du différentiel de la TVA par la Partie dont les prestations ne sont pas assujetties à la TVA ou à un taux réduit.

De convention expresse entre les Parties, ces factures d'un montant équivalent feront l'objet d'une compensation entre elles, en application des dispositions des articles 1347 et suivants du code civil, et ne donneront donc pas lieu à un versement en numéraire de part et d'autre.

La compensation a lieu lors de l'échange des factures.

#### **ARTICLE 4 BIS - FACTURATION SEPARÉE ET RÈGLEMENT DES FRAIS TECHNIQUES**

Sauf en cas d'achat d'espace publicitaire prévu aux Conditions Particulières, Radio France adressera au Partenaire dans un délai maximum de 45 (quarante-cinq) jours après la fin de l'Opération, une facture correspondant au montant dû au titre des frais techniques réels engagés par Radio France pour la fabrication des messages de communication auquel s'ajoutera le montant dû au titre de la TVA au taux en vigueur à la date de facturation.

Le Partenaire effectuera le paiement, par virement bancaire, dans les 30 (trente) jours suivant la date de la facture conforme adressée par Radio France.

De convention expresse et sauf report accordé au Partenaire, le défaut de paiement à l'échéance entraînera le versement d'une pénalité dont le taux d'intérêt est égal à trois fois le taux d'intérêt légal ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 euros.

#### **ARTICLE 5 - DURÉE**

La présente convention est conclue pour une durée déterminée, elle prend effet à compter de sa signature et expire de plein droit à l'échange de factures et au plus tard

à la date définie à l'article 4 des Conditions Particulières, sans aucune formalité à la charge de l'une ou l'autre des Parties.

Si à l'issue de cette période l'une ou l'autre Partie n'a pas utilisé en totalité les services proposés, elle renonce à en réclamer l'exécution et à prétendre à un quelconque dédommagement financier ou autre, sauf mention contraire expressément prévue au sein de la présente convention ou par avenant.

Toute éventuelle tacite prolongation de la durée de la présente convention n'est possible que si elle est prévue à l'article 4 des Conditions Particulières.

#### **ARTICLE 6 - INTUITU PERSONAE**

La présente convention est conclue par les deux Parties à titre strictement personnel l'une envers l'autre. Aucune des Parties ne peut céder et/ou transférer la présente convention et/ou les droits et obligations qui en découlent à des tiers, même pour partie, sans l'accord écrit et préalable de l'autre Partie.

Cette disposition est considérée comme une disposition essentielle de la convention.

#### **ARTICLE 7 - RAPPORTS CONTRACTUELS**

Chacune des Parties est une personne morale indépendante agissant en son nom propre et sous sa propre responsabilité. La présente convention ne constitue entre les Parties ni une association, ni une société de quelque nature qu'elle soit, ni une relation de mandant à mandataire ou à agent commercial mais constitue bien une convention entre deux personnes morales indépendantes.

En conséquence, l'une ou l'autre des Parties, ni aucun de ses préposés, mandataires, représentants, ne pourra prendre d'engagement exprès ou implicite, quel qu'il soit, pour le compte de l'autre Partie.

#### **ARTICLE 8 - PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, PROBITÉ**

Radio France, soucieuse d'assurer sa mission culturelle, éducative et sociale avec exemplarité et dans le respect de la loi, s'interdit et condamne fermement toutes pratiques pouvant être qualifiées de fraude, de corruption active ou passive, de détournement de fonds publics, de trafic d'influence ou de favoritisme.

A ce titre, Radio France et ses collaborateurs s'attachent à entretenir des relations d'affaires en conformité avec les règles de comportements édictées au sein d'un code de conduite relatif à la probité de ces relations.

Dans le cadre de la négociation, la conclusion et l'exécution de cette convention, le Partenaire s'engage à agir avec intégrité, dans le respect des principes en vigueur et des règles applicables en matière de concurrence et de prévention de la corruption.

En toutes hypothèses, le Partenaire s'interdit, à tout moment et sous quelque forme que ce soit, d'adopter des comportements ou de mettre en œuvre des pratiques qui contreviendraient à l'éthique ou la loi et prendra toutes mesures raisonnables pour s'en assurer.

#### **ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE**

Le Partenaire s'engage à tenir comme strictement confidentielles et par conséquent à ne pas divulguer à des tiers quels qu'ils soient, les conditions de la présente convention, annexes comprises, pendant la durée de la convention et les 2 (deux) années qui suivent son terme. Ne sont pas des informations confidentielles les informations qui seraient expressément indiquées comme non confidentielles par Radio France.

Sont également considérés comme confidentiels, tous les documents et éléments échangés au cours de l'exécution de la convention.

La divulgation d'informations ne pourra intervenir que d'un commun accord écrit entre les Parties et suivant les conditions qui seront également définies d'un commun accord écrit entre elles, à moins que ladite divulgation ne soit requise par la loi ou les règlements ou pour les besoins d'une procédure judiciaire.

L'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations :

- qui seraient expressément indiquées comme non confidentielles ;
- qui seraient dans le domaine public ou qui viendraient à y tomber sans que cela résulte du fait du Partenaire ;
- qui étaient connues du Partenaire avant sa divulgation ;
- qui ont été portées légalement à la connaissance du Partenaire par un tiers non lié par un engagement de confidentialité à l'égard de Radio France.

Le Partenaire répond des agissements de ses salariés comme de lui-même.

#### **ARTICLE 10 - RESOLUTION PAR NOTIFICATION**

En cas de manquement et/ou de violation de l'une des Parties à l'une ou plusieurs de ses obligations contractuelles, l'autre Partie pourra résoudre la présente convention de plein droit sans indemnité pour la Partie débitrice, dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'envoi d'un courrier

recommandé avec accusé de réception exposant les obligations inexécutées resté sans effet. La résolution prendra effet automatiquement au terme d'un nouveau délai de huit (8) jours suivant la seconde lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la résolution.

#### **ARTICLE 11 - FORCE MAJEURE**

La présente convention sera résolue de plein droit en cas de survenance d'un cas de force majeure tel que défini par l'article 1218 du code civil, la jurisprudence et le présent article, rendant impossible l'exécution de la présente convention, sans qu'aucune indemnité puisse être versée par l'une des Parties à l'autre. Dans le cadre de la présente convention, sont notamment assimilés à des cas de force majeure :

- l'indisponibilité du lieu suite à un incendie, attentats, vandalisme, sabotage ou acte de terrorisme ;
- les émeutes ;
- les épidémies ;
- les menaces graves pesant sur la sécurité des biens et des personnes ;
- des dispositions d'ordre législatif ou réglementaire, et plus généralement tout acte ayant force obligatoire émanant de toute autorité compétente ;
- la grève interne ou externe aux Parties.

Toutefois compte tenu de l'esprit de collaboration qui préside à cette convention, en cas de force majeure, les Parties s'engagent à faire d'abord leurs meilleurs efforts afin de poursuivre l'exécution de la présente convention selon un mode même dégradé. En cas d'impossibilité, l'une ou l'autre des Parties pourra résoudre la présente convention, de plein droit et sans indemnité.

#### **ARTICLE 12 – ANNULATION DE L'EVENEMENT**

Les Parties sont conscientes du contexte sanitaire notamment relatif à l'épidémie de COVID 19 dans lequel est signé la présente convention et souhaitent, par le présent article, prévoir les éventuelles conséquences qui seraient engendrées par la prise de nouvelles mesures sanitaires impactant l'organisation sociale et économique du pays.

En effet, si les autorités publiques, au regard de l'évolution de ladite pandémie, venaient à prendre toute décision, instruction ou recommandation de nature à remettre en cause la bonne tenue de l'Opération dans les conditions initialement prévues, les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour garantir le maintien de ce(s) dernier(s) à la/aux date(s) prévue(s) dans les meilleures conditions possibles tout en respectant les contraintes sanitaires.

A ce titre, et pour exemple, dans le cas où les événements en public seraient limités à une jauge maximale de



spectateurs, les Parties s'engagent à maintenir l'évènement et à réduire le nombre desdits spectateurs.

Dans le cas où le maintien de l'Opération n'était toutefois pas possible à la/aux date(s) initialement prévue(s) en respectant les contraintes sanitaires, les Parties s'engagent alors à fournir leurs meilleurs efforts pour convenir d'un commun accord d'une/de nouvelle(s) date(s).

Si les Parties ne parvenaient pas à maintenir l'exécution même dégradée de la convention conformément aux points ci-dessus, la convention prendra fin de plein droit. Les Parties seront dans ce cas libérées de leurs engagements respectifs. Sauf accord exprès des Parties, aucune indemnité ne sera due à l'une ou l'autre des Parties pour les frais effectivement engagés par elles en exécution de la présente convention.

Les Parties conviennent dès lors que les conséquences d'éventuelles mesures sanitaires prises dans le cadre de l'épidémie du COVID 19 seront régies par le présent article et ne relèveront pas de la force majeure.

Toute annulation de l'Opération du fait du Partenaire, ne relevant pas des conditions visées au présent article, entraînera l'obligation pour ce dernier de verser à Radio France les frais effectivement engagés par Radio France.

#### **ARTICLE 13 - ASSURANCES**

Chacune des Parties se déclare assurée auprès d'une compagnie notoirement solvable pour couvrir les activités qu'elle déploie aux termes des présentes. Chacune des Parties est notamment assurée en responsabilité civile, professionnelle et exploitation visant à couvrir les dommages pécuniaires de sa responsabilité civile pour tous les dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non qui pourraient causer à Radio France, son personnel ou à des tiers de son fait, du fait de ses salariés, collaborateurs, sous-traitants et préposés ou du fait de son matériel ou activité, lors de l'exécution de la présente convention.

Le Partenaire fournira à Radio France les attestations d'assurance correspondantes à première demande de Radio France, avant la date d'effet de la présente convention.

#### **ARTICLE 14 - DISPOSITIONS DIVERSES**

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la convention ni altérer la validité de ses autres stipulations.

Les titres n'étant insérés que pour des raisons de commodité, en cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et la teneur de l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

La présente convention exprime l'intégralité des obligations des Parties quant à son objet. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés, échangés ou remis par les Parties, ne pourra s'intégrer à la convention, réserve faite des annexes et avenants conclus et signés par elles.

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la présente convention ou acquiesce à son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Les Parties reconnaissent que la présente convention a été librement négociée.

#### **ARTICLE 15 - LOI APPLICABLE - LITIGES**

La présente convention sera soumise à tous égards au droit français.

Elle a été rédigée en langue française qui sera considérée, en toute hypothèse, comme la langue unique. En cas de version étrangère, la version française prévaudra en tout état de cause.

Les Parties conviennent de faire leur possible pour résoudre à l'amiable toute contestation susceptible de résulter de l'interprétation, de l'exécution ou de la cessation de la présente convention. A défaut de solution amiable dans un délai d'un (1) mois suivant la notification de la contestation par lettre recommandée avec accusé de réception par la Partie la plus diligente, ladite contestation pourra être soumise à la compétence exclusive du Tribunal compétent de Paris, même en cas de demande incidente ou en garantie ou de pluralité de défendeurs.

#### **ARTICLE 16 - ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'application de la présente convention, les Parties font élection de domicile, chacune pour ce qui la concerne, à l'adresse mentionnée aux paragraphes relatifs à la désignation des Parties.

Toute modification devra être signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'autre Partie, afin de lui être opposable.